Gérald Fortin (1928 - ?)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1963)

“Changements sociaux et transformations idéologiques”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, “Changements sociaux et transformations idéologiques: deux exemples”. Un article publié originalement dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. IV, no 2, mai-août 1963, pp. 224-228.

Texte reproduit dans l’ouvrage de Gérald Fortin, *La fin d’un règne*. Chapitre 8, pp. 187-192. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

M. Gérald Fortin (1928 - ?) était sociologue à l’Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d’ayant droit des œuvres de son père, l’autorisation de diffuser la totalité de l’œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l’Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 6 octobre 2004 à Chicoutimi, Québec.

“Changements sociaux et transformations idéologiques : deux exemples”

“Changements sociaux et transformations idéologiques: deux exemples”. Un article publié originalement dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. IV, no 2, mai-août 1963, pp. 224-228.

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie, forme de rationalisation collective servant à la fois à justifier et à diriger l'action d'un groupe, est sans cesse remise en question par les changements globaux qui se produisent dans le milieu où évolue le groupe. Aussi l'analyse dynamique de l'idéologie est-elle en définitive plus éclairante qu'une analyse statique, si poussée soit celle-ci. L'analyse statique se situe toujours dans un contexte a-temporel ou a-situationnel. Elle ne peut donc saisir la dialectique constante entre les modifications de la situation et les ajustements de l'idéologie. Ces ajustements se traduisent ordinairement par un changement dans l'accent placé sur les différents éléments. Ils peuvent aussi se traduire par l'incorporation de nouveaux éléments compatibles ou rendus compatibles avec la structure existante. L'analyse des caractéristiques des nouveaux éléments, de même que celle des transformations apportées à ces nouveaux éléments au moment de l'incorporation, est utile non seulement par rapport à l'étude des mécanismes de la pensée idéologique mais aussi par rapport à l'étude de la structure et du contenu d'une idéologie particulière. Par exemple, le syndicalisme, pour être accepté dans l'idéologie nationaliste des années 20, a dû devenir, ou être, un syndicalisme confessionnel au plan religieux et homogène au plan linguistique. Pour cette idéologie, il importait beaucoup plus de défendre les ouvriers contre les syndicats neutres que les défendre contre les patrons. Cette première transformation du nouvel élément

a rendu impossible pendant plus de vingt ans une conscience des buts véritables du syndicalisme.

Cependant, il existe une autre forme d'adaptation, à la fois plus lente et plus radicale. C'est l'adoption de nouveaux éléments qui sont contradictoires et irréconciliables avec une partie importante de la structure. Ce processus ne se produit que lorsque l'écart entre la situation et l'idéologie est tellement grand qu'il risque de rendre l'idéologie totalement inefficace. Il s'accompagne, dans un délai plus ou moins long, d'une crise profonde dans l'idéologie, crise qui doit se résoudre soit dans la destruction même de l'ancienne structure et la création d'une nouvelle structure, soit dans un schisme. Dans ce dernier cas, l'ancienne idéologie se restructure de façon encore plus rigide, perdant de plus en plus contact avec la réalité et une nouvelle idéologie apparaît, élaborée sous le signe de l'efficacité et de la correspondance à la réalité. En termes d'organisation sociale, la première solution s'exprime par une transformation lente de l'élite traditionnelle qui réussit à transcender les définitions et les prescriptions de la tradition. S'il s'agit de la deuxième solution, on assiste plutôt à un conflit souvent acerbe entre une élite traditionnelle et une nouvelle élite.

Par suite du rythme accéléré des transformations économiques et sociales du milieu québécois, la situation a rendu plus ou moins efficace bon nombre d'idéologies. Les modes d'adaptation de ces idéologies ont cependant varié énormément. C'est là un champ d'analyse auquel notre sociologie s'est encore trop peu attaquée. La plupart des analyses des idéologies ont été conduites de façon statique et souvent ces analyses ont été elles-mêmes idéologiques, cherchant à démontrer l'inefficacité des idéologies étudiées. Ainsi les études de Pierre Elliott Trudeau sur la « Grève de l'amiante »¹, celles de « Cité libre », celle de Maurice Tremblay dans les « Essais sur le Québec contemporain »², l'analyse de Fernand Dumont et Guy Rocher dans le numéro de « Recherches et débats » consacré au Canada français³ nous laissent soupçonner cette dialectique interne des idéologies particulières mais insiste surtout sur la dialectique globale d'une société qui a cessé d'être homogène. C'est donc plutôt vers la prolifération des idéologies que vers le cheminement tortueux des idéologies en place aussi bien que des nouvelles, que les auteurs attirent notre attention.

Dans cette brève note, nous voulons esquisser quelques hypothèses au sujet de deux idéologies complémentaires qui nous semblent avoir suivi une évolution différente. Ces commentaires sont basés sur des observations superficielles dans le premier cas, sur une analyse plus fouillée dans le deuxième cas. Il nous sera impossible de suggérer une explication pouvant éclairer les raisons de la divergence des orientations. Nous voulons seulement tenter de

¹ Pierre Elliot Trudeau, « La Province de Québec, au moment de la grève », dans *La grève de l'amiante*, Montréal, Éditions de Cité Libre, 1956, pp. 1-91.

² Maurice Tremblay, « Orientation de la pensée sociale », dans : Jean-Charles Falardeau (sous la direction de), *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1953, pp. 193-208.

³ Fernand Dumont et Guy Rocher, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans : *Le Canada français aujourd'hui et demain (Recherches et débats, cahier no 34)*, Paris, Fayard, 1961, pp. 13-39.

soulever le problème et montrer l'intérêt de poursuivre plus loin l'analyse dynamique des idéologies.

Depuis plus d'un siècle, les élites agricoles de la Province de Québec étaient « agriculturistes », c'est-à-dire qu'elles prônaient l'agriculture comme mode de vie ; depuis sept ou huit ans, ces mêmes élites prônent une agriculture basée sur le commerce et la rentabilité. Nous ne voulons pas faire ici l'analyse de l'agriculturisme, partie intégrante de l'idéologie nationaliste. Il est sûr que les élites agricoles ont été influencées dans leur définition du problème par le nationalisme. Mais étant donné que les élites agricoles, agronomes, dirigeants des coopératives et de l'U.C.C., acceptent le postulat nationaliste selon lequel la survie de la nation dépend de sa fidélité à la terre, il leur revient de définir comment cette fidélité va s'incarner complètement. Il n'y a pas, en effet, de lien nécessaire entre fidélité à la terre et stagnation agricole, entre l'agriculture comme mode de vie et comme vocation et l'auto-consommation. Les Mennonites de l'Ouest canadien nous en donnent un exemple frappant. Ce groupe ethnico-religieux pratique depuis plus de cinquante ans une agriculture commercialisée et mécanisée, sans avoir aucunement perdu son mode de vie traditionnel et son attachement doctrinaire à la terre et à l'agriculture. Il semble même au contraire que ce soit cet effort d'adaptation des techniques agricoles qui ait permis sa survivance comme groupe à vocation agricole. Peut-être ne sommes-nous plus un peuple agricole (l'avons-nous jamais été ?) parce que, déjà depuis 1760, nous avons fui l'agriculture commerciale pour nous réfugier jusqu'à très récemment dans l'agriculture de subsistance ? Peu importent d'ailleurs ces interrogations qui ne changeront plus rien à notre destin.

Le point précis qui doit nous arrêter, c'est que sans renoncer à leurs postulats nationalistes et tout en restant les mêmes, les élites agricoles veulent brusquement orienter vers la commercialisation une agriculture qu'elles avaient maintenue sur l'auto-consommation. Cette « conversion » s'est opérée à partir de 1955-56, c'est-à-dire à partir du moment où le rythme de la diminution des fermes s'est accélérée en dépit d'une récession économique relative et où le capitalisme avait déjà opéré la commercialisation de plusieurs milliers de fermes. Sans doute, on pourrait affirmer que le coup de barre est venu trop tard et qu'il a fallu la preuve presque définitive de l'échec de l'ancienne définition de la situation avant qu'une nouvelle définition soit acceptée.

On pourrait aussi affirmer que les transformations de l'idéologie nationaliste elle-même ont permis cette volte-face, comme on pourrait affirmer que cette volte-face a permis les transformations du nationalisme. Ce sont là autant d'hypothèses valables que seule une analyse dynamique poussée du contenu de l'idéologie et une étude des motivations de l'élite agricole pourrait permettre d'infirmer ou de confirmer.

Le cas des élites agricoles n'est d'ailleurs pas unique ; l'idéologie des élites ouvrières a suivi à peu près le même cheminement dix ou douze ans auparavant. Comment, pourquoi et jusqu'à quel point les syndicats catholiques, au moment de la dernière guerre, ont-ils cessé d'être des syndicats de boutique et de sacristie ? Là encore les analyses sérieuses font défaut. Pour comprendre notre milieu, il ne suffit pas de constater que les idéologies de nos deux

classes sociales numériquement les plus importantes se sont récemment transformées radicalement. Il faut encore déterminer le comment et le pourquoi.

Il faudrait aussi pouvoir expliquer pourquoi, alors que les élites traditionnelles des classes sociales ont pu s'adapter à une nouvelle situation, les élites nationalistes se sont scindées devant cette situation. Ici encore les matériaux sont insuffisants. Nous nous bornerons à des données provenant d'une analyse de contenu des revues *Action française* et *Action nationale*¹. Cette analyse montre que non seulement l'importance des thèmes a varié de 1917 à 1953 suivant les caractéristiques de la situation, mais aussi que certains thèmes ont disparu complètement alors que de nouveaux ont émergé. Ce qui est plus important encore, plusieurs de ces nouveaux thèmes sont en contradiction explicite avec les lignes de force de l'idéologie. C'est surtout à partir de 1946 que ces nouveaux thèmes apparaissent.

On accepte positivement les communications de masse et la recherche d'une élévation du niveau de vie, en contradiction avec la condamnation du matérialisme américain véhiculé par la presse et la radio et avec l'affirmation de la vocation strictement spirituelle de la nation canadienne-française. On adopte une attitude positive vis-à-vis l'immigration (non française) qu'on avait combattue pendant des décades au nom de la revanche par le nombre. Après de longues discussions, on accepte l'idée de l'État-providence, même si la providence c'est Ottawa.

Une contradiction plus profonde, et nous retrouvons là les deux premiers cas examinés, est au niveau de la vocation agricole de la nation. Sans d'abord renier l'importance de la vocation rurale du Québec, on commence par constater que les ouvriers se détachent du nationalisme, pour finir par affirmer que la classe ouvrière est la seule classe qui doive préoccuper dorénavant l'idéologie. Il s'ensuit que la position-clé de l'agriculture dans l'avenir du Québec est mise en doute et qu'on commence à percevoir une nouvelle vocation, industrielle cette fois.

De là à affirmer que le nationalisme traversait une crise et qu'il devait se redéfinir complètement pour subsister, il n'y avait qu'un pas. Ce pas fut franchi dans les années 1952-53. Comme l'avaient déjà fait les élites ouvrières et comme le feraient bientôt les élites agricoles, les élites nationalistes n'ont pas pu sortir intactes de cette prise de conscience qui était en même temps une crise de croissance. Après 1954, les partisans de la redéfinition et de l'adaptation, les fauteurs de contradiction ont cessé de collaborer à la revue et ont cherché à s'exprimer ailleurs. L'idéologie de *l'Action nationale* est redevenue unitaire et cohérente, s'enfermant dans sa logique traditionnelle, ne conservant que quelques éléments épars et secondaires des apports effervescents qui lui avaient été offerts de 1945 à 1953. L'unité relative de la pensée nationaliste avait fait place à la multiplicité.

Il ne s'agit pas là d'une analyse définitive, vu que les revues étudiées ne représentent qu'une expression du nationalisme, même si c'est une de ses expressions les plus soutenues et les plus cohérentes. Cette analyse suffit

¹ Gérald-A. Fortin, *An Analysis of a French Canadian Nationalist Magazine : 1917-1954*, thèse de doctorat présentée à l'Université Cornell, 1956.

toutefois Pour soulever le problème à la fois théorique et pratique de l'évolution des idéologies surtout lorsqu'elle est considérée en relation avec les quelques hypothèses relatives aux élites agricoles et ouvrières.

En dépit (ou à cause ?) d'un immobilisme politique, les années 1940 à 1957 ont vu tour à tour la transformation radicale ou l'éclatement de plusieurs idéologies. Années noires du progrès, années de la revendication négative, elles ont vu naître les nouvelles assises d'une définition collective, sans même que nous nous en rendions bien compte. L'étude approfondie des différents phénomènes de cette période et de leurs interrelations sera fructueuse à la fois pour permettre la compréhension de notre société et pour établir les fondements théoriques de la sociologie. Cette période est en effet non seulement un laboratoire privilégié pour l'étude dynamique des idéologies mais aussi pour l'analyse des interrelations fonctionnelles entre organisation économique, organisation sociale et mentalité.

Fin du texte